

DECLARATION LIMINAIRE

Formation Spécialisée du 19 Septembre 2023

Au 1er Juillet 2023, le point d'indice a connu une revalorisation de seulement 1,5 %, passant ainsi de 4,85 € à 4,9227 €. Même pas de quoi atteindre la barre symbolique des 5€. Pour cacher la misère et faire oublier l'inflation de ces dernières années, le gouvernement a fait paraître au Journal Officiel le décret portant création de la fameuse prime pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents de la Fonction Publique et donc de la DGFIP. Prime forfaitaire, non reconductible, soumise à plusieurs conditions, avec un barème de modulation, à percevoir “à l'automne” et imposable.

Comme toute prime elle ne sera pas prise en compte pour la retraite. Pour la CGT, Cette prime ne fera pas avaler la faiblesse de l'augmentation du point d'indice et les petits bricolages sur les grilles. Cette mesure n'est pas de nature à répondre aux revendications salariales et à la perte de pouvoir d'achat depuis juin 2010 qui s'élève désormais à plus de 16 %. Contrairement à ce qu'affiche la macronie, l'évolution des rémunérations en 2023 ne sera pas de 2,5 % mais bien seulement de 1,5 %. En effet, les 5 points d'indice qui

permettent, avec d'autres éléments, d'arriver aux 2,5 %, ne seront appliqués qu'à partir de janvier 2024 sans rétroactivité. Compte tenu des prix dans l'alimentaire, de l'essence, la baisse des quantités dans les paquets, etc... les travailleurs devront bientôt choisir entre aller travailler ou se nourrir. Les caddies sont vides, les portes monnaies des salariés également.

Autre fait grave : c'est par la baisse et le gel de crédits au titre des PLF et PLFSS 2024 que le gouvernement entend financer ces mesures, autrement dit par le recul des Services publics. Pire encore, un grand nombre de nos collègues vont déchanter lorsque la fameuse prime arrivera dans leur porte-monnaie, ou pas d'ailleurs. En effet, beaucoup de collègues pensent avoir droit à cette prime et attendent un montant plus ou moins important. Malheureusement la réalité sera tout autre dans les prochains jours, avec un grand nombre d'agent exclus de cette prime et d'autre vont percevoir une somme bien moindre que celle attendue.

En ce mois de septembre, synonyme de rentrée sociale, le pouvoir d'achat et l'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux, sont toujours les revendications prioritaires pour le monde du travail. La colère contre la réforme des retraites est intacte et des milliers de travailleurs seront pénalisés par son application à marche forcée le 1^{er} septembre.

Alors que les profits explosent dans la plupart des grandes entreprises, plus que jamais un meilleur partage de la richesse produite est impératif. Des mesures ponctuelles et majoritairement financées par l'État sont insuffisantes pour répondre à l'inflation et l'augmentation des coûts tels que l'énergie, l'alimentation, le logement... La CGT réaffirme la nécessité d'une augmentation du SMIC et des politiques salariales dans les branches, les entreprises et la Fonction publique.

Ce 12 septembre 2023 s'est engagé, après deux ans d'attente, une négociation avec la DG sur notre régime indemnitaire. La Direction générale doit maintenant prendre le temps et se donner les moyens de reconnaître enfin que la seule richesse de la DGFIP est l'investissement de ses agentes et de ses agents. C'est elle qui, aujourd'hui, a rendez-vous avec les agents, alors que ces derniers subissent depuis trop longtemps maintenant, suppressions d'emplois, restructurations incessantes, missions malmenées, dégradations des conditions de travail, carrières bloquées, mutations empêchées, transferts ou créations de missions nouvelles, crise sanitaire... et pourtant forts de notre attachement au service public républicain, l'engagement des agents de la DGFIP ne se dément pas. Nous sommes chaque fois au rendez-vous !

Les Projet de Loi de Finance et Projet de Loi de Finance de la Sécurité Sociale sont en cours de préparation. Ils doivent être à la hauteur des enjeux de la période et de demain. Pour la

CGT Finances Publiques ces projets doivent être porteurs de justice sociale. Et doivent participer à renforcer nos services et les services publics en général.

La CGT est, et sera toujours mobilisée pour la solidarité, la transition écologique juste et contre les politiques d'austérité et appelle dès à présent à une journée de mobilisations et de manifestation le vendredi 13 octobre 2023 contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires, des pensions, l'égalité femme-homme et pour que dans le cadre des négociations salariales de la DGFIP, les agents pèsent collectivement pour dire au DG « *STOP CA SUFFIT, les agents des Finances Publiques veulent des salaires à la hauteur...* »